

*Le budget*

milliards d'argent des contribuables, de l'argent que j'aurais préféré donner aux Canadiens dans le besoin, dépenser pour des logements sociaux ou la lutte à l'analphabétisme. De l'argent dont nous aurions besoin pour éradiquer la pauvreté chez les enfants comme nous l'avons promis au niveau international en tant que nation riche et abondamment pourvue. Quand je m'arrête à penser à l'usage que nous pourrions faire de cet argent, je ne puis qu'accepter l'idée qu'il faut réduire le déficit.

J'ajoute que la nature improductive des sommes consacrées au paiement des intérêts est responsable, au moins en partie, de la résistance des Canadiens à d'importantes hausses d'impôts. Les Canadiens paient davantage, mais obtiennent moins en retour, parce que nous remboursions nos dépenses passées.

Même si je suis favorable à une réduction du déficit, je demande au gouvernement de faire preuve de compassion et de créativité dans sa mise en oeuvre du budget, au cours des 12 prochains mois. Tous les Canadiens doivent prendre part à la mission de rétablir notre autonomie financière et monétaire. En échange, le gouvernement a la responsabilité d'être juste, créatif, réfléchi et franc.

La méthode que je préconise est à l'opposé de celle que présentait le Parti réformiste dans sa récente proposition de budget. La position de ce parti ne me surprend pas, mais je suis outré à l'idée que ma collègue de Saint John l'appuie. Le fait qu'elle appuie le point de vue selon lequel nous n'avons pas éliminé le déficit assez rapidement et résolument signifie-t-il qu'elle appuie aussi l'approche générale décrite par le Parti réformiste? Le programme des réformistes détruirait la reprise fragile, mais réelle, que nous connaissons au Nouveau-Brunswick. Ce qui est triste, c'est que les solutions proposées nous feraient tout simplement retomber dans l'ornière de la dépendance dont ils parlent si souvent.

Le gouvernement tient à adopter une attitude équilibrée, mais disciplinée, sur la question de la réduction du déficit. On a demandé aux Canadiens de collaborer, et je crois qu'on s'entend généralement sur la nécessité de réduire l'écart entre les recettes et les dépenses.

• (1145)

Le ministre des Finances tient à ce que les recettes fiscales consacrées aux programmes sociaux soient examinées aussi rigoureusement que les autres dépenses de nature sociale. Il reconnaît qu'on a besoin de réformes fiscales plus globales.

Le gouvernement a parlé de l'engagement du Canada à mettre un terme aux spéculations sur la devise et à partager plus équitablement les retombées des nouvelles technologies, à l'échelle internationale.

Non seulement le gouvernement doit compenser la réduction des dépenses en créant un régime fiscal plus équitable, mais il doit aussi être prêt à s'y prendre autrement, à se montrer plus créateur, à envisager des solutions qui sortent de l'ordinaire, dans la mise en oeuvre du budget.

Les grands changements ne s'opèrent pas facilement dans les grandes bureaucraties. Sans que personne ne soit à blâmer, l'inertie est devenue une grande force et les changements, surtout les changements spectaculaires, se font rares. Les Canadiens de toutes les couches de la société ont dû modifier leur comportement, s'attendre à moins et contribuer davantage.

Je crois que nous saurons relever le défi, mais le gouvernement doit, lui aussi, être disposé à changer d'attitude, à écouter plus attentivement et à envisager des solutions, parfois peu conventionnelles, qui viennent de l'extérieur.

En tant que membre du Comité parlementaire du développement des ressources humaines, je suis en mesure d'affirmer que de nombreux Canadiens croient, par exemple, que le gouvernement fédéral devrait faire preuve de leadership en éliminant les heures supplémentaires et en envisageant la possibilité de raccourcir la semaine de travail. Ces mesures atténueraient les répercussions des compressions budgétaires sur les fonctionnaires et serviraient d'exemples aux autres administrations publiques et au secteur privé, l'objectif étant de mieux répartir les emplois qui existent actuellement au Canada.

Le gouvernement devrait également donner l'exemple dans le domaine du développement économique. Dans une économie mixte, il faut clairement définir le rôle du gouvernement et lui donner les ressources et l'autorité nécessaires pour remplir ses fonctions. Nous devons être disposés à utiliser notre pouvoir légitime pour veiller à ce que le plus grand nombre possible de Canadiens puissent évoluer sur le marché, que ce soit en améliorant l'accès aux capitaux des petites et moyennes entreprises, en subventionnant directement le développement local, en incitant davantage le secteur privé à offrir des programmes de recyclage et de perfectionnement à sa main-d'oeuvre ou en exprimant plus ouvertement, sur la scène internationale, notre position en ce qui concerne les normes d'emploi et l'équité fiscale.

Si le gouvernement n'a plus les moyens de bien protéger ceux qui ne peuvent survivre sur le marché, il doit accepter de jouer un rôle plus important pour veiller à ce que le marché soit accessible à plus de Canadiens.

Au début de mon intervention, j'ai dit que j'avais hâte de participer à ce débat parce qu'il marque le début d'une ère nouvelle au Canada. Des Canadiens ont affirmé que le gouvernement devenait plus avare. D'autres, malheureusement, ont soutenu qu'il ne l'était pas assez. Je suis un optimiste. Je crois que nous pourrions nous défaire progressivement de la vulnérabilité qui est la nôtre face aux marchés monétaires tout en reconnaissant la vulnérabilité de bien des Canadiens face à nous-mêmes.

Oui, nous pouvons atteindre cet équilibre qui, en fin de compte, n'en est pas un de chiffres. L'équilibre que nous recherchons et que nous devons trouver réside dans le coeur et l'esprit des Canadiens, dans notre compassion, notre créativité, notre générosité et notre ingéniosité.

En tant que membre du comité de la réforme de la sécurité sociale qui a parcouru le pays, je puis assurer à la Chambre que les Canadiens ont des idées, des idées issues du désir de suppri-